



**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR,  
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

Crous de l'académie de Versailles

**MARCHÉ PUBLIC DE  
FOURNITURES**

**PRESTATIONS DE  
FOURNITURE, LIVRAISON,  
INSTALLATION ET MONTAGE  
DE MOBILIER DU CROUS DE  
VERSAILLES**

**Cahier des Clauses Administratives  
Particulière (CCAP)**

Consultation n°









2025005

# SOMMAIRE

## Table des matières

Article 1.	DÉFINITIONS .....	3
Article 2.	OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE.....	3
Article 3.	STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE.....	5
Article 4.	DUREE DE L'ACCORD-CADRE .....	7
Article 5.	PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE.....	7
Article 6.	COMMUNICATION ET REUNION .....	8
Article 7.	PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT .....	9
Article 8.	CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS .....	12
Article 9.	CLAUSES SPECIFIQUES AUX MARCHES SUBSEQUENTS .....	15
Article 10.	VERIFICATION DES PRESTATIONS.....	17
Article 11.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	18
Article 12.	PENALITES.....	19
Article 13.	FIN DE L'ACCORD-CADRE ET LITIGES .....	20

## ÉLÉMENTS CLÉS DE L'ACCORD-CADRE

 Objet de l'accord-cadre	Prestations de fourniture, livraison, installation et montage de mobilier du Crous de Versailles
 Acheteur	Crous de l'académie de Versailles
 Type et forme de l'accord-cadre	Accord-cadre à bons de commande et à marchés subséquents
 Structure	Lot unique
 Lieux d'exécution	Les sites de restauration du Crous de Versailles
 Durée	48 mois (période initiale de 12 mois + 3 reconductions tacites de 12 mois)
 Variation des prix	Révisables par formule
 Nature des prix	Prix unitaires et/ou prix forfaitaires

## Article 1. DÉFINITIONS

Terme	Définition
<b>Accord-cadre</b>	: L'accord-cadre est une technique d'achat qui permet de présélectionner un ou plusieurs opérateurs économiques en vue de conclure un contrat établissant tout ou partie des règles relatives aux commandes à passer au cours d'une période donnée. Cet accord-cadre est passé en Appel d'offres ouvert (en application de l'Article R2124-2 1° du Code de la commande publique). Il fait référence au <a href="#">CCAG Fournitures courantes et services (CCAG-FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021</a> .
<b>Acheteur</b>	: L'acheteur désigné dans l'accord-cadre agit en tant que Pouvoir Adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du marché public pour le compte duquel l'accord-cadre est exécuté.
<b>Titulaire</b>	: Le titulaire désigné dans l'accord-cadre est l'opérateur économique qui conclut le marché public avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
<b>Prestation</b>	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues dans l'accord-cadre qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.
<b>Marchés subséquents (MS)</b>	Conformément à l'article R.2162-7 du Code de la Commande publique, les marchés subséquents sont les marchés passés sur le fondement d'un accord-cadre, qui précisent les caractéristiques et les modalités d'exécution des prestations qui n'ont pas été contractualisées dans l'accord cadre. La conclusion de ces marchés intervient soit lors de la survenance du besoin, soit selon une périodicité fixée par l'accord cadre, après remise en concurrence des titulaires ou précision de l'offre du cocontractant.

## Article 2. OBJET ET PERIMETRE DE L'ACCORD-CADRE

### 2.1 Objet de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre a pour objet la fourniture, la livraison, l'installation et le montage de mobilier au profit des structures gérées par le Crous de Versailles.

Le présent accord-cadre porte également sur l'aménagement d'espaces intérieurs ou extérieurs pour lesquels le Crous de Versailles a besoin d'un appui technique (optimisation de l'espace, choix esthétique devant s'intégrer dans un projet). Dans cette optique, le titulaire peut être amené à rencontrer des tiers (maître d'œuvre, partenaire, ...) sur demande du bénéficiaire afin d'opérer ses choix en collaboration avec eux.

Les spécifications techniques de la prestation, objet du marché, sont définies au cahier des clauses techniques particulières.

### 2.2 Périmètre de l'accord-cadre

Les articles de l'accord-cadre doivent être livrés par le titulaire dans les départements (**78, 91, 92 et 95**) relevant du Crous de Versailles. En effet, les prestations concernent l'ensemble des structures marchandes (résidences, restaurants) et non marchandes (locaux administratifs) dépendants du Crous de Versailles.

**Par dérogation, le pouvoir adjudicateur pourra demander aux titulaires de l'accord-cadre d'assurer les prestations prévues aux conditions de l'accord-cadre pour toute structure nouvellement créée. La fermeture temporaire ou définitive d'une structure entraînera une diminution temporaire ou définitive des prestations.**

Les titulaires fournissent tous les produits objets du présent accord-cadre.

### 2.3 Réalisation de prestations similaires

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du Code de la Commande Publique, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui seront confiées au titre du marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

La durée de ces marchés ne pourra pas excéder la date de fin du présent marché sous réserve de l'application des dispositions précitées.

## 2.4 Obligation d'information et de conseil

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à tenir informer le service de la commande publique de toute évolution législative et réglementaire impactant l'exécution du présent accord-cadre.

En outre, en vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage à inciter, recommander et proposer des solutions adaptées aux besoins du Crous de Versailles.

Des réunions régulières seront organisées avec le titulaire tout au long de l'accord-cadre, accompagnées d'indicateurs de mesure de la qualité de service (taux de service, revue du marché public, etc.).

Un interlocuteur spécifique sera désigné pour le suivi de l'accord-cadre. Cet interlocuteur, doté des compétences, de l'expertise et de l'autorité nécessaires, sera responsable de la conduite, de la direction, de la coordination, de la réalisation, de la gestion et du bon fonctionnement de l'exécution de l'accord-cadre.

## 2.5 Lieu d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations sont : **les sites d'implantation du Crous de Versailles.**

## 2.6 Intervenants

### 2.6.1 Pouvoir adjudicateur

Les prestations sont réalisées pour le compte du Pouvoir Adjudicateur, le **Crous de l'académie de Versailles**, représenté par Monsieur Emmanuel Parisi, Directeur général,  
Adresse : 145 bis, boulevard de la Reine – 78000 Versailles

Site internet : <http://www.crous-versailles.fr>

Courriel : [commande.publique@crous-versailles.fr](mailto:commande.publique@crous-versailles.fr)

Profil acheteur :  
<https://www.marches-publics.gouv.fr>

### 2.6.2 Bénéficiaire

Le bénéficiaire désigne l'utilisateur de cet accord-cadre. Il peut donc s'agir :

- d'une structure marchande: unités de gestion de restauration ou d'hébergement :
- d'une structure non marchande : services centraux, locaux administratifs.

### 2.6.3 Titulaire

Le titulaire indique, dans son mémoire technique, l'identité du chef de projet, interlocuteur unique du Crous, pressenti pour le suivi d'exécution des prestations, responsable du suivi de l'accord-cadre, capable de superviser et coordonner le suivi administratif et financier de l'accord-cadre.

En cas de changement de cet interlocuteur privilégié, le titulaire de l'accord-cadre doit en informer le service

de la Commande Publique du Crous de Versailles au moins 2 semaines avant le changement effectif.

#### 2.6.4 Cotraitance :

Si l'accord-cadre initial est conclu avec un groupement conjoint, le mandataire du groupement est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du représentant de l'acheteur pour l'exécution des bons de commande.

Par dérogation à l'article 3.5.4 du CCAG, en cas de défaillance du mandataire du groupement lors de l'exécution de l'accord-cadre, les membres du groupement disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date de réception de la notification de la mise en demeure de l'acheteur pour désigner un remplaçant à ce dernier. En cas d'acceptation du représentant de l'acheteur, une modification sera établie sur cette base afin de modifier l'accord-cadre. Cette modification sera notifiée au nouveau mandataire et aux cotraitants. A défaut, l'accord-cadre sera résilié.

#### 2.6.5 Sous-traitance :

Les fournitures ne peuvent pas faire l'objet de sous-traitance. Néanmoins le titulaire peut faire appel à des fournisseurs et sous-traiter les services connexes à la fourniture, telle que la livraison.

## Article 3. STRUCTURE ET FORME DE L'ACCORD-CADRE

### 3.1 Procédure

Procédure formalisée au sens des articles L. 2124-1 et suivants, R.2124-1, R.2124-2 1°, R.2162-2 à R.2162-5 du Code de la commande publique.

### 3.2 Allotissement

Les prestations sont décomposées en 4 (quatre) lots comme suit.

Lot	Objet
Lot n° 1	Mobilier d'hébergement
Lot n° 2	Mobilier de restauration
Lot n° 3	Mobilier urbain
Lot n° 4	Espaces d'accueil et de détente, espaces bureaux

### 3.3 Forme de l'accord-cadre

Le marché est structuré sous la forme d'un accord-cadre, exécuté progressivement par le biais de bons de commande et de marchés subséquents, conformément aux articles R2162-1 à R2162-13 du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article R.2162-4 2° du Code de la Commande Publique, l'accord-cadre est conclu **sans montant minimum et avec un montant maximum.**

Le montant maximum de l'accord-cadre est fixé comme suit sur toute la durée du marché public et par lot :

Lot	Montant maximum
Lot n° 1 : Mobilier d'hébergement	1 500 000 (un million cinq cent mille) € HT
Lot n° 2 : Mobilier de restauration	800 000 (huit cent mille) € HT
Lot n° 3 : Mobilier urbain	300 000 (trois cent mille) € HT
Lot n° 4 : Espaces d'accueil et de détente, espaces bureaux	1 000 000 (un million) € HT

A titre indicatif, le Crous de Versailles prévoit d'équiper :

- Une résidence de 101 chambres en 2025
- Deux résidences de 341 chambres en 2026
- Deux résidences de 285 chambres en 2027
- Trois résidences de 575 chambres en 2028
- Dans les 4 prochaines années, un restaurant d'une capacité de 252 places (36 places pour la cafétéria, 60 places pour le VIP et 156 places pour le self).

Chaque lot est multi-attributaires sous réserve d'un nombre suffisant d'offres conformes.

Lot	Nombre minimum de titulaire par lot	Nombre maximum de titulaire par lot
Lot n° 1 : Mobilier d'hébergement	2 (deux) titulaires	3 (trois) titulaires
Lot n° 2 : Mobilier de restauration	2 (deux) titulaires	3 (trois) titulaires
Lot n° 3 : Mobilier urbain	2 (deux) titulaires	3 (trois) titulaires
Lot n° 4 : Espaces d'accueil et de détente, espaces bureaux	2 (deux) titulaires	3 (trois) titulaires

Les candidats peuvent répondre à plusieurs lots et être attributaire d'un ou plusieurs lots.

L'accord-cadre est exécuté à prix unitaire pour la partie à bons de commande selon les tarifs du Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U).

**Le Crous de Versailles se réserve le droit d'une remise en concurrence par le lancement de marchés subséquents pour l'équipement à neuf d'un bâtiment après travaux (restructuration, construction, ...). Les modalités de lancement des marchés subséquents figurent à l'article 10 du présent document.**

Les marchés subséquents pourront être réglées par application d'une décomposition du prix global et forfaitaire ; ou par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé sera donné dans le bordereau des prix constitué par le maître d'ouvrage.

Les bons de commande seront émis par les services du Crous en fonction des besoins. Ils indiqueront les prestations et les quantités requises.

Aucun bon de commande ne pourra être émis ni aucun marché subséquent conclu après la fin de l'accord-cadre.

### 3.4 Nature de la prestation

Les prestations relèvent d'un accord-cadre de fournitures.

### 3.5 Accord-cadre complémentaire de fournitures

Conformément à l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, les livraisons complémentaires sont exécutées par le fournisseur initial et sont destinées soit au renouvellement partiel de fournitures ou d'installations, soit à l'extension de fournitures ou d'installations existantes, lorsque le changement de fournisseur obligerait l'acheteur à acquérir des fournitures ayant des caractéristiques techniques différentes entraînant une incompatibilité ou des difficultés techniques d'utilisation et d'entretien disproportionnées. Lorsqu'un tel marché public est passé par un pouvoir adjudicateur, sa durée ne peut dépasser, sauf cas dûment justifié, trois ans, périodes de reconduction comprises.

## Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

---

### 4.1 Durée initiale de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est fixée à 12 (**douze**) mois à compter de la date de notification.

### 4.2 Reconduction de l'accord-cadre

L'accord-cadre est reconductible de manière **tacite** 3 (trois) fois par période de 12 (douze) mois.

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre est notifiée au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception **deux (2) mois** avant son terme. Elle ne donne lieu à aucune indemnité.

La durée totale de l'accord-cadre ne peut excéder **48 mois**.

L'émission des bons de commande sur la base du présent accord cadre ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord cadre dans le respect des dispositions de l'article R.2162-5 du CCP.

Pour les bons de commande émis jusqu'au dernier jour de validité du marché, les prestations pourront s'exécutées dans les 6 (six) mois après la date de fin du marché.

Le titulaire sera tenu de ses obligations contractuelles jusqu'à la date d'expiration du marché et/ou du dernier bon de commande émis, au-delà-si nécessaire.

### 4.3 Délai d'exécution

Les livraisons devront respecter le délai de livraison sur lequel le titulaire s'est engagé au moment de la remise de son offre.

Ce délai court à compter de l'émission du bon de commande par le pouvoir adjudicateur ou de la notification du marché subséquent.

Les délais ou dates de livraison correspondant ne peuvent être modifiés sans l'accord préalable du bénéficiaire faute de quoi, ce dernier serait fondé à s'approvisionner auprès de tout fournisseur de son choix (cf. article 12 « pénalités »).

## Article 5. PIECES CONTRACTUELLES DE L'ACCORD-CADRE

---

Le marché est constitué par les pièces contractuelles énumérées ci-après. En cas de contradiction entre elles, ces dernières prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessous par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) :

- ❖ l'acte d'engagement par lot et ses éventuelles annexes ( notamment l'annexe financière « le Bordereau des Prix Unitaires » , les tarifs et barèmes applicables ) ;
- ❖ le Cahier des Clauses Administratives Particulières commun à tous les lots et ses éventuelles annexes ;
- ❖ le Cahier des Clauses Techniques Particulières commun à tous les lots et ses éventuelles annexes ;
- ❖ le Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fourniture courante et de services (CCAG – FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021.
- ❖ les bons de commande ;
- ❖ les marchés subséquents ;
- ❖ l'offre technique du titulaire.

Les pièces générales énumérées ci-dessus, non jointes au présent Cahier des Clauses Administratives Particulières, sont réputées connues de chacune des parties.

Les exemplaires originaux des pièces de l'accord-cadre et des bons de commande conservés dans les archives du pouvoir adjudicateur font seuls foi.

Les conditions générales de ventes du titulaire ne sont pas applicables au présent accord-cadre.

## **Article 6. COMMUNICATION ET REUNION**

---

### **6.1 Mode de communication**

Les parties conviennent que tous les échanges liés au suivi et à la gestion des prestations ont lieu par courrier électronique, à l'adresse indiquée dans la fiche contact, hormis les cas où une lettre recommandée avec accusé de réception est prévue par le présent CCP.

L'envoi via la plateforme PLACE d'un courriel contre accusé réception vaut l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

### **6.2 Réunions**

Au démarrage du marché public, une réunion de lancement est prévue afin d'organiser au mieux les prestations à réaliser. Cette première réunion de lancement sera organisée avec le/les interlocuteur(s) responsable(s) du marché (pour le titulaire) et les représentants du pouvoir adjudicateur. Pour le suivi des prestations, une réunion annuelle est organisée par le pouvoir adjudicateur.

Lorsque des réunions entre le pouvoir adjudicateur et le titulaire sont organisées pour la mise en œuvre et/ou le suivi des prestations, elles ont lieu dans les locaux du pouvoir adjudicateur sans que le titulaire ne puisse facturer aucun surcoût.

Ces réunions s'inscrivent dans une démarche d'optimisation, conformément aux perspectives d'évolution, et doit donner lieu à des propositions pertinentes et mesurables de la part du titulaire pour atteindre les résultats visés (le titulaire veillera à présenter pour chaque proposition les bénéfices économiques et/ou environnementaux et/ou organisationnels).

À l'issue des réunions, le titulaire devra transmettre au CROUS de Versailles un compte rendu de réunion.

### **6.3 Correspondant du pouvoir adjudicateur et election de domicile du titulaire**

L'interlocuteur du pouvoir adjudicateur, concernant l'application du présent accord-cadre, est le représentant que le titulaire a désigné à cette fonction, dans la fiche contact.

Tous les documents relatifs au présent accord-cadre envoyés par lettre recommandée avec accusé de réception, destinés au titulaire, sont adressés au domicile élu figurant sur l'acte d'engagement.

En cas de modification du représentant ou du domicile élu, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur par courrier électronique.

### **6.4 Correspondant du titulaire et election de domicile du pouvoir adjudicateur**

L'interlocuteur du titulaire, concernant la gestion du présent accord-cadre, est **le service de la commande publique du CROUS de Versailles**.



## Article 7.      PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

---

### 7.1      Prix de l'accord-cadre

#### 7.1.1      Nature des prix

Les prix de l'accord-cadre sont conclus à prix unitaires.

Les marchés subséquents pourront être réglées par application d'une décomposition du prix global et forfaitaire ; ou par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé sera donné dans le bordereau des prix constitué par le maître d'ouvrage.

**Les prestations** s'exécutent dès la réception, par le titulaire, d'un bon de commande ou d'une notification d'un engagement juridique.

Les bons de commande sont établis exclusivement selon les conditions tarifaires figurant à l'annexe financière à l'Acte d'engagement du présent-accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être adressés au titulaire pour tous moyens permettant à celui-ci d'en accuser sa réception (courrier et e-mail).

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution peut se prolonger dans un délai maximum de 6 (six) mois après la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

#### 7.1.2      Contenu des prix

Les prix comprennent la fourniture de mobilier ainsi que l'ensemble des prestations associées : emballage, livraison, montage et installation dans les locaux du bénéficiaire, réglages et essais des produits, retrait des emballages, SAV, garantie, prestations de pilotage et de gouvernance du marché.

Les prix sont réputés complets. Ils comprennent notamment :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues dans l'accord-cadre ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires ;
- les réunions (lancement, suivi d'exécution et d'ajustement).
- les réunions et actions en lien avec le plan de progrès.

#### 7.1.3      Rabais par tranche de commande

Le titulaire s'engage dans le B.P.U., à un rabais par tranche de commande par application des taux R1, R2, R3 et R4 :

- application d'un taux R1 pour les commandes de 3 000 € H.T. à 9 999 € H.T.
- application d'un taux R2 pour les commandes de 10 000 € H.T. à 19 999 € H.T.
- application d'un taux R3 pour les commandes de 20 000 € H.T. à 39 999 € H.T.
- application d'un taux R4 pour les commandes de plus 40 000 € H.T.

Les rabais sont fermes pendant toute la durée du marché y compris en cas de reconduction.

#### 7.1.4      TVA

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

#### 7.1.5      Variation des prix

Les prix sont fermes la première année d'exécution des prestations et révisibles à compter de la date anniversaire du marché.

Les prix de base sont révisés, en hausse comme en baisse, par application de la formule suivante :

$$P = Po (0,20+0,80 (S / So))$$

Sachant que :

- P est le prix révisé ;
- Po est le prix initial, consigné au bordereau des prix ;
- S est l'indice **de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 31.0 – Meubles Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764260-** dernier indice connu publié (même provisoire) à la date de la demande de la révision des prix ;
- So valeur du même indice connu et publié, au mois de la date limite de remise des offres ou de la dernière révision.

#### **7.1.6 Modalité de transmission des demandes de révisions et périodicité de révision des prix**

Les prix sont révisés à la date anniversaire de la notification de l'accord-cadre par application de la formule décrite ci-dessus.

Les révisions sont à l'initiative des parties à l'accord-cadre.

Le calcul de la révision de prix incombe au Titulaire qui doit, lors de sa demande de révision, calculer la révision applicable et fournir à l'acheteur les informations nécessaires au contrôle dudit calcul notamment la valeur des indices, le coefficient de révision accompagné des calculs ayant permis sa détermination, les mois de références, le taux et le montant de la revalorisation.

Les coefficients de révision sont présentés avec deux chiffres après la virgule.

A cette demande de révision, le titulaire associe une nouvelle annexe financière, en indiquant les prix initiaux et les nouveaux prix révisés.

Le titulaire adresse la révision des prix au pouvoir adjudicateur deux (2) mois avant la date anniversaire du présent accord-cadre. Le pouvoir adjudicateur dispose de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception pour les valider. En l'absence de validation dans le délai imparti, le silence de du CROUS de Versailles vaut acceptation. A défaut de proposition par le titulaire dans le délai imparti, les prix de l'année précédente continueront à courir pour l'année suivante jusqu'à la date de la prochaine révision.

Le Titulaire fait parvenir sa demande par mail à l'adresse suivante : [achat@crous-versailles.fr](mailto:achat@crous-versailles.fr)

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

En cas de disparition de l'index, le nouvel index de substitution préconisé par l'organisme qui l'établit est de plein droit applicable. Dans l'hypothèse où aucun index de substitution n'est préconisé, les parties conviennent que la substitution d'indice sera effectuée par avenant après accord de chacune d'entre elles.

#### **7.1.7 Clause butoir**

L'évolution du prix de règlement ne saurait en aucun cas conduire à une augmentation annuelle supérieure à 5% du prix proposé lors de la soumission. La clause butoir empêche l'évolution du prix au-delà du butoir prévu, sans que le titulaire ne puisse s'y opposer.

#### **7.1.8 Clause de sauvegarde**

En tout état de cause, si l'évolution des prix est supérieure à 5 % par rapport au prix initial de l'offre, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché.

## 7.2 Conditions de paiement

### 7.2.1 Avance

Sauf renoncement du titulaire, une avance est prévue si le montant de la commande, de la reconduction, est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 (deux) mois. Le taux de cette avance est fixé à 5 %. Le taux de l'avance passe à 10 % si le fournisseur est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

L'avance est remboursée au prorata de l'avancement des prestations, entre 65 % et 80 % d'avancement des prestations.

### 7.2.2 Présentation des demandes de paiement

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le Titulaire et après constatation du service fait par l'acheteur. Le service fait est matérialisé par transmission préalable du bon de livraison par le titulaire

Le paiement est effectué par virement au compte du Titulaire.

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures comprennent les mentions suivantes :

1. La date d'émission de la facture ;
2. La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (numéro SIRET) ;
3. Le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
4. La référence de l'accord-cadre ;
5. Le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
6. La désignation du payeur, avec l'indication, pour les structures publiques du code d'identification du service chargé du paiement (cf. liste jointe en annexe) ;
7. La date et le lieu de livraison des fournitures et/ou d'exécution des prestations ;
8. La quantité et la dénomination précise des produits livrés et/ou des prestations réalisées ;
9. Le prix unitaire hors taxes des produits livrés et/ou des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
10. Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée
11. Le cas échéant, les modalités de règlement.

Si la demande de paiement n'est pas conforme au marché, l'Acheteur public peut suspendre le délai de paiement jusqu'à réception d'une demande conforme.

L'acheteur insiste sur le caractère **obligatoire du numéro d'engagement ainsi que le code du service**.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée sur la **plateforme ChorusPro**.

### 7.2.3 Périodicité des paiements

Les paiements interviennent à l'issue de la réception des prestations.

### 7.2.4 Régime des paiements

Les prestations de l'accord-cadre sont réglées par paiement partiel définitif.

### 7.2.5 Délai de paiement

Le délai de paiement est de **30 (trente) jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires  
M : montant TTC de la demande de paiement  
Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 (huit) points  
J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement  
F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

### 7.3 Offres promotionnelles

Les produits figurants à l'accord-cadre peuvent faire l'objet d'offres promotionnelles proposées par le titulaire, pour une durée donnée.

Ces offres promotionnelles peuvent notamment porter sur une diminution des prix nets de l'accord-cadre. Le titulaire adresse les offres promotionnelles au service de la commande publique du Crous par tout moyen permettant de donner date certaine.

Ces offres promotionnelles ne peuvent s'appliquer qu'aux seuls produits et prestations figurant à l'accord-cadre.

À l'expiration de la promotion, les prix de l'accord-cadre sont ceux à nouveau en vigueur.

L'offre promotionnelle s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion.

## Article 8. CONDITIONS DE RÉALISATION DES PRESTATIONS

### 8.1 Conditions d'attribution des bons de commande

**L'attribution des bons de commande est laissée au libre choix des utilisateurs. L'utilisateur décide librement de passer sa commande au titulaire de son choix.**

Les bons de commande seront notifiés par le bénéficiaire.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

Chaque bon de commande précise notamment :

- le numéro de l'accord-cadre
- le numéro et la date du bon de commande ;
- l'adresse de facturation
- le code du service émetteur
- la référence des produits commandés ;
- la nature et la quantité des produits commandés ;
- le prix unitaire H.T. de chacun des produits ;
- le montant total H.T. du bon de commande ;
- la ou les adresses du(des) services destinataire(s) des produits et les coordonnées complètes du contact (nom, adresse physique, téléphone, adresse électronique éventuelle, ...) en modalité franco et le cas échéant les contraintes éventuelles du site ;
- les délais d'exécution ;
- le cas échéant, les modalités d'exécution du bon de commande et la modalité de transport.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison indiquée sur le bon de commande est à la charge du titulaire du marché public et ne peut pas être facturée au bénéficiaire.

Les articles objets d'un même bon de commande sont livrés en une seule fois, sauf indication contraire sur le bon de commande.

**Les commandes correspondantes aux besoins de chaque structure, et aux dispositions du présent cahier, sont passées au moins 4 (quatre) semaines avant la date d'exécution (sauf urgence) par le moyen de bons de commande.**

Si l'exécution du marché public est confiée à un groupement d'opérateurs économiques, le mandataire tel qu'identifié à l'acte d'engagement est destinataire de tous les bons de commande.

### 8.2 Modifications / annulation d'un bon de commande

Un bon de commande peut être modifié ou annulé sur demande du Crous., totalement ou partiellement dans les conditions suivantes :

- Un bon de commande des articles peut être annulé ou modifié sans frais pour le bénéficiaire sous réserve que l'annulation intervienne dans un délai de 8 (huit) jours maximum à compter de la réception du bon de commande.
- Si un litige imputable au titulaire, est à l'origine de la modification ou de l'annulation d'un bon de commande, les frais en découlant sont à la charge du titulaire.

La modification ou l'annulation du bon de commande à l'initiative d'un établissement, sans faute du titulaire, prend effet à la date précisée dans la décision notifiée au titulaire.

### **8.3 Conditions d'emballage, de conditionnement, de transport et de manutention**

Le titulaire du marché est responsable des conditions d'emballage, de conditionnement, de transport, et de manutention, conformément à l'article 20 du C.C.A.G. / F.C.S.

La livraison sera effectuée franco de port et d'emballage.

#### **8.3.1 Emballage**

La qualité des emballages doit être appropriée aux conditions et modalités de transport. Dans la mesure du possible, le titulaire veille à utiliser des contenants réutilisés ou réutilisables, recyclés ou recyclables, à privilégier la livraison en vrac plutôt qu'en unité distincte.

Les emballages restent la propriété du titulaire qui prend en charge leur réutilisation ou recyclage.

#### **8.3.2 Modalités de livraison**

Le titulaire prend toutes mesures utiles et nécessaires pour accéder aux locaux du bénéficiaire en cas de plan Vigipirate.

Le titulaire s'engage à prévenir le bénéficiaire par tout moyen permettant de donner une date certaine à son envoi, 3 (trois) jours ouvrés minimum avant la date de livraison des produits.

Le titulaire doit, avant la livraison chez le bénéficiaire du produit objet du bon de commande, se mettre en rapport avec celui-ci afin de lui faire préciser certaines particularités qui n'ont pas été spécifiées (heures de livraison, facilités d'accès à l'établissement).

Les fournitures doivent être livrées dans les conditions définies par les bons de commande.

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport et notamment : éviter la circulation pendant les heures de pointe, transport groupé des marchandises, favoriser les modes de transports les plus respectueux de l'environnement.

Chaque livraison s'accompagne d'un bon de livraison qui détaille notamment :

- la date d'expédition,
- la date de livraison,
- la référence de l'accord-cadre et de la commande,
- l'identification du titulaire et des fournitures livrées (nature de la livraison, caractéristiques essentielles de la fourniture),
- les quantités livrées.

L'original du bon de livraison est destiné à l'Administration, la copie, visée par le bénéficiaire ou son représentant est remise au titulaire du marché ou à son représentant.

Tout bon de livraison ou toute partie du bon de livraison non conforme aux dispositions précédentes entraînera de plein droit la nullité de la facture ou de la partie lui correspondant.

Sauf refus express du bénéficiaire, les produits objet d'un même bon de commande peuvent faire l'objet de livraisons partielles dans les conditions suivantes :

- Les livraisons partielles s'entendent franco de port et d'emballage,
- En cas de livraison partielle, le titulaire s'engage sur une date de livraison effective qui ne serait dépasser deux (2) semaines pour solder la commande.

Au-delà de cette date, les pénalités de retard seront facturées. Les livraisons partielles ne peuvent pas faire l'objet de paiements partiels, le paiement ne pourra intervenir qu'après la livraison de l'intégralité des fournitures commandées.

#### **8.3.3 Transport**

Conformément à l'article 20.3 du CCAG Fournitures courantes et services, le transport s'effectue, sous la

responsabilité du titulaire, jusqu'au lieu de livraison. Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement sont effectués sous sa responsabilité.

#### **8.4 Mobilier témoin**

Le titulaire s'engage à proposer à l'acheteur un mobilier témoin quand ce dernier en fait la demande avant la passation de commande.

La présentation du mobilier témoin n'engage pas le Crous de Versailles à la commande du mobilier présenté.

#### **8.5 Baisse ou réduction de l'activité**

Les résidences universitaires sont ouvertes 24h/24, 7j/7, elles sont donc susceptibles de commander et d'être livrées toute l'année, une baisse d'activité étant cependant constatée pendant les vacances estivales. Pendant les périodes de vacances scolaires, un certain nombre de restaurants universitaires ferment mais une permanence est assurée en dehors des 2 premières semaines d'août.

Le titulaire s'engage à communiquer, au Crous de Versailles, par tout moyen ses dates de fermeture, et en cas de changement, à chaque début d'année civile.

#### **8.6 Développement durable**

L'accord-cadre prévoit des stipulations en matière de protection de l'environnement, dans les spécifications techniques décrites dans le CCTP.

Le titulaire s'assure du respect par ses sous-traitants de ces stipulations environnementales.

#### **8.7 Modification portant sur un élément constitutif de l'article.**

Le titulaire s'engage, sur la durée de l'accord-cadre, à fournir une prestation conforme aux spécifications figurant au présent accord-cadre.

Ainsi, l'indication d'une marque dans son offre constitue un engagement du titulaire à livrer les produits de cette marque pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Le produit et sa marque sont définis par les fiches techniques fournies par le titulaire à l'appui de son offre. Seul le produit retenu et référencé dans la notification pourra alors être livré.

Toutefois, le titulaire peut procéder à des modifications non substantielles desdits produits dans les conditions fixées ci-après.

Le nouveau produit est conforme aux spécifications fonctionnelles prévues au présent accord-cadre et doit être techniquement équivalent ou supérieur au produit proposé initialement.

Le titulaire est tenu de soumettre au service de la commande publique du Crous de Versailles un dossier motivé un mois avant d'arrêter la fourniture des articles conformes à l'objet de l'accord-cadre.

Le dossier mentionné ci-dessus contient :

- les caractéristiques techniques du produit initial,
- les caractéristiques techniques du nouveau produit,
- une comparaison entre les deux produits démontrant que le nouveau produit satisfait aux mêmes conditions et est techniquement équivalent ou supérieur au produit initial objet du marché public.

Le prix net du nouveau produit ne peut, en tout état de cause, être supérieur au prix net initial du produit figurant à l'accord-cadre ou au prix net résultant de la dernière révision, si celui-ci est plus élevé.

Si la proposition du titulaire recueille l'approbation du service de la commande publique du Crous de Versailles, le titulaire en est avisé par tout moyen permettant de donner date certaine dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception du dossier susvisé.

Si la proposition du titulaire ne recueille pas l'approbation du service de la commande publique du Crous de

Versailles et que le titulaire n'est plus en mesure de fournir le produit objet de l'accord-cadre, l'accord-cadre est résilié de plein droit.

Le Crous de Versailles se réserve le droit de demander, le cas échéant, la réparation du préjudice subi et de faire exécuter les prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article « exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire » du C.C.A.G./F.C.S.

### **8.8 Réexamen du B.P.U.**

A l'issue de la première année d'exécution du marché, et lors de chaque réunion de bilan annuel, un réexamen du Bordereau des prix, peut être engagé, à l'initiative du service de la commande publique du Crous de Versailles.

Ce réexamen est susceptible de porter sur l'intégration d'un ou plusieurs articles du ou des catalogues du Titulaire dans le bordereau des prix, au regard de la volumétrie de commande sur l'année écoulée.

Le service de la commande publique du Crous de Versailles informe par courriel le titulaire, dans un délai maximum d'un mois, à compter de la réunion de bilan annuel, de sa volonté de procéder au réexamen du Bordereau des prix, en indiquant le ou les articles à intégrer.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours calendaires pour émettre une offre de prix préférentiel pour le ou les articles identifiés, en considérant la volumétrie prévisionnelle de commande sur l'année suivante, et les délais de mise en œuvre. Le réexamen donne lieu à l'établissement d'un avenant.

Si le titulaire est dans l'impossibilité de proposer une offre de prix préférentiel pour le ou les articles identifiés, les produits sont intégrés au BPU par ordre de service au tarif du catalogue intégrant la remise indiquée au Bordereau de prix initial.

Le nombre de références ajoutées au B.P.U. lors de chaque réexamen ne pourra en tout état de cause être supérieur à plus de 25 % au nombre total de références déjà inscrites au B.P.U. avant le réexamen considéré.

### **8.9 Limitation de l'exclusivité de l'accord-cadre**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de passer outre cet accord-cadre pour émettre des bons de commande relatifs à la fourniture de mobiliers si les titulaires ne sont pas en mesure de répondre aux exigences des commandes (notamment des commandes de mobiliers en matières recyclées, des commandes de mobiliers pouvant bénéficier des fonds du programme Objectif Employeur Pro-Vélo (OEPV)...).

### **8.10 Prolongation de la durée / Exonération ou modération des pénalités**

En cas d'événements particuliers, cas de rupture ou de difficultés d'approvisionnement rendant impossible le respect des délais d'exécution contractuels pour des raisons extérieures au titulaire, en application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'acheteur pourra décider de prolonger le(s) délai(s) d'exécution et / ou de modérer ou d'annuler les pénalités de retard associées, dans les conditions suivantes :

Dans un délai de quinze jours calendaires au maximum suivant la survenance de l'événement, le titulaire fournit à l'acheteur, par courriel avec demande d'avis de réception ou par tout moyen permettant de déterminer avec précision la date de sa réception, un document démontrant les causes faisant obstacle à l'exécution du délai contractuel. A cette occasion, il indique également la durée de la prolongation sollicitée.

Pour l'exonération ou la modération des pénalités, il indiquera le montant qu'il souhaite voir appliqué. Cela n'est envisageable que pour les bons de commande en cours d'exécution.

La mise en œuvre de la présente clause relève de la seule décision de l'acheteur.

## **Article 9. CLAUSES SPECIFIQUES AUX MARCHES SUBSEQUENTS**

**Le Crous de Versailles se réserve le droit d'une remise en concurrence par le lancement de marchés subséquents pour l'équipement à neuf d'un bâtiment après travaux (restructuration, construction, ...).**

L'acheteur fixe ainsi dans les documents particuliers du marché subséquent son objet spécifique. Sauf mention contraire au marché subséquent, les conditions d'exécution du présent accord-cadre s'appliquent de plein droit.

La conclusion des marchés publics subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre initial. L'exécution des marchés subséquents peut se prolonger au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre s'ils sont conclus pendant la période de validité de l'accord-cadre et que des prestations restent à exécuter.

**Les marchés subséquents pourront être réglés par application d'une décomposition du prix global et forfaitaire ; ou par application, aux quantités réellement exécutées, des prix unitaires dont le libellé sera donné dans le bordereau des prix constitué par le maître d'ouvrage.**

### 9.1 Pièces contractuelles du marché subséquent :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, le MS est constitué des documents énumérés ci-dessous dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles par ordre de priorité décroissante :

- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre initial,
- L'acte d'engagement du marché subséquent,
- Le CCTP du marché subséquent, le cas échéant, et ses annexes éventuelles,
- L'offre financière du titulaire du marché subséquent,
- Les bons de commande ou ordres de service (le cas échéant),
- L'offre technique (le cas échéant) du titulaire du marché subséquent.

D'autres pièces contractuelles pourront être insérées au sein des marchés subséquents.

### 9.2 Modalités d'attribution du marché subséquent

Les modalités d'attribution du marché subséquent sont fixées dans les pièces de la consultation.

A défaut, les offres remises pour les marchés subséquents sont analysées en fonction des critères suivants :

Critère		Complément
1. Prix		90%
2. Délai de livraison		10%

### 9.3 Présentation des offres des marchés subséquents (MS):

Pendant la durée de l'accord-cadre initial, chaque marché public subséquent conclu sur la base de cet accord-cadre initial est attribué après consultation du titulaire, lors de la survenance du besoin.

Le titulaire est tenu de déposer une offre à chaque consultation dans le délai requis.

Eventuellement des éléments techniques pourraient être repris dans un CCTP, mais de manière privilégiée les références techniques seront indiquées directement dans le cadre du MS.

Le titulaire devra remettre son offre dans le délai indiqué dans la lettre de consultation qui ne pourra être inférieur à 15 jours calendaires.

En cas d'urgence, dûment justifiée dans les documents particuliers du marché subséquent, le délai pourra être ramené à une durée de 5 jours calendaires.

Le pli devra être remis par le titulaire selon les formes et modalités qui sont indiquées dans la lettre de consultation ou le règlement de consultation propre au marché subséquent.

Pour chaque consultation préalable à l'attribution d'un marché public subséquent, le titulaire :



- doit répondre dans le délai imparti,
- doit remettre une offre conforme, notamment aux clauses et prix fixés à l'accord-cadre initial.

**Il est rappelé que les prix fixés à l'accord-cadre initial constituent le plafond des prix proposés par le titulaire lors de chaque marché public subséquent.**

L'offre ainsi présentée ne lie le titulaire que si son acceptation est décidée dans un délai de 2 mois à compter de la date limite de remise de l'offre fixée dans la lettre de consultation.

Si le titulaire ne présente pas d'offre au moment de la remise en concurrence, il devra le signaler par courriel au représentant de l'acheteur.

A défaut de justification, le titulaire s'expose à l'application des pénalités prévues à l'article 12 du présent CCAP, ainsi qu'à la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

Le représentant de l'acheteur pourra autoriser le titulaire à régulariser une offre irrégulière, dès lors que celle-ci n'est pas anormalement basse. Il devra transmettre les documents modifiés au représentant de l'acheteur par voie électronique dans un délai approprié qui sera indiqué dans la lettre de demande de régularisation.

L'attribution sera effectuée dans les conditions prévues aux articles R.2152-1, R.2152-2, R.2152-6 à R.2152-8, R.2152-11 et R.2152-12 du Code de la commande publique.

## **Article 10. VERIFICATION DES PRESTATIONS**

---

Au sens du présent document, est considéré comme une vérification les opérations permettant au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans l'accord-cadre et que les prestations sont réalisées conformément au cahier des clauses techniques particulières.

Le silence gardé par le Crous de Versailles., au terme de ce délai, vaut acceptation.

Les prestations sont soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations de l'accord-cadre dans les conditions prévues aux articles 27 et 28.2 du CCAG Fournitures courantes et services.

La vérification quantitative consiste à vérifier la conformité entre la quantité livrée, la quantité indiquée sur le bon de livraison et la quantité commandée.

La vérification qualitative a pour objet de contrôler la conformité des fournitures / des prestations avec les spécifications de l'accord-cadre ou de la commande et en particulier aux caractéristiques des produits telles qu'elles sont énoncées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Elle porte aussi sur :

- les conditions de transport et de livraison,
- l'état des produits : la fourniture n'a pas dû subir, depuis sa préparation, de détérioration ou d'altération.

**Le délai de vérification est fixé à 15 jours à réception. Passé ce délai, la décision d'admission est réputée acquise.**

Si la quantité livrée n'est pas conforme, l'acheteur peut décider de les accepter en l'état, mettre le titulaire en demeure de reprendre l'excédent ou de compléter la livraison dans le délai qu'il prescrit.

En cas de non-conformité entre la quantité livrée et le bon de livraison, le bon est rectifié et signé par les personnes en charge de la livraison pour le titulaire et de la vérification pour l'acheteur.

Si les fournitures ne sont pas conformes, elles sont refusées et doivent être remplacées immédiatement par le titulaire sur demande de l'acheteur. L'acheteur peut toutefois accepter les fournitures qui contiennent des défauts ou ne respectent pas toutes les prescriptions du cahier des charges, avec réfaction du prix.

A l'issue des opérations de vérification qualitative, l'acheteur prend une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG.

## **Article 11. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

### **11.1 Garantie**

Conformément aux prescriptions de l'article 33 du C.C.A.G. / F.C.S., la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière, à compter du jour de la réception, pendant la durée normale de conservation du produit.

Outre la garantie légale prévue par le code civil, les produits objets du présent accord-cadre sont garantis à compter du jour de leur admission pendant une durée de quatre (4) ans.

La garantie est sollicitée directement par le bénéficiaire du produit sur la base des exigences formulées dans les documents contractuels de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à intervenir ou à faire intervenir son agent dans un délai maximal de 8 jours ouvrés, comptés à partir de la réception de la demande d'intervention, pendant les heures d'ouverture du service utilisateur.

Les réparations sont assurées par le titulaire, soit sur les lieux d'utilisation des produits dont le fonctionnement défectueux a été signalé par l'utilisateur, soit dans les locaux qu'il désigne.

Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des produits ou présentant un défaut de matière ou de fabrication.

Les frais de main d'œuvre, de déplacement, de séjour, de port et généralement tous autres frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie sont à la charge du titulaire.

L'entretien courant et les éléments qu'il nécessite, restent à la charge du bénéficiaire.

Les pièces défectueuses remplacées deviennent la propriété du bénéficiaire.

Il pourra être demandé le remplacement de la totalité d'un lot de livraison qui se révélerait partiellement non conforme sous réserve que le stockage dans l'établissement après livraison ou l'utilisation soit conforme aux conditions réglementaires ou traditionnelles concernant le produit livré.

### **11.2 Assurances**

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 (quinze) jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### **11.3 Confidentialité et protection des données personnelles**

Le Titulaire et l'Acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché public, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Pour l'exécution du marché public le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre

circulation de ces données.

#### **11.4 Réparation des dommages**

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute natures causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution de l'accord-cadre sont à la charge de l'acheteur.

## **Article 12. PENALITES**

---

### **12.1 Généralités**

Toute inexécution des obligations stipulées par le présent marché, soit par défaut de livraison ou de réparation, soit par non intervention dans les délais prévus, soit par carence en matériel lors d'une intervention ou service mal ou incomplètement exécuté, soit par retard, donne lieu à des pénalités.

En cas de retard ou dysfonctionnement répété, de défaillances dans la prestation, le titulaire encourt la résiliation du marché à ses torts et à ses frais, avec mise en demeure préalable.

Il appartient au titulaire du marché d'apporter, le cas échéant, la preuve de l'existence d'un événement exonératoire de sa responsabilité justifiant la remise des pénalités. L'application des pénalités peut être exceptionnellement reconsidérée suite à la demande dûment justifiée du titulaire du marché et après acceptation de l'établissement concerné.

Le titulaire du marché s'oblige à déduire de ses factures le montant des pénalités qui lui auront été notifiées. Dans le cas contraire, l'établissement bénéficiaire retiendra le montant des pénalités par émission d'un titre exécutoire notifié au titulaire ou par réfaction sur facture.

Le pouvoir adjudicateur établit un mémoire indiquant les périodes de pénalités concernées et leurs montants. Ces pénalités sont retenues sur les factures présentées par le titulaire. Le montant de la pénalité est dû quel que soit son montant par dérogation à l'article 14.1.3 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS). Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard éventuellement appliquées au titulaire ne sera pas limité.

### **12.2 Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

En cas de récurrence de la mauvaise exécution des obligations contractuelles (défaut d'installation ou mauvais montage, tout autre fait similaire...), le titulaire du marché encourt, après mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 10 % du montant de la prestation concernée après constatation du pouvoir adjudicateur.

### **12.3 Pénalités pour non remise en état des lieux (nettoyage)**

Le titulaire devra laisser les locaux / le chantier propre(s) et libre(s) de tous déchets après la pose et le montage du mobilier. Dans le cas contraire, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1 000 € H.T. par jour ouvré.

### **12.4 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,0 % du montant TTC des commandes exécutées par le titulaire.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **12.5 Autres pénalités**

Pénalité	Fait générateur et mode de calcul
<b>Pénalité pour retard de livraison</b>	Si le délai de livraison mentionné au bon de commande n'est pas respecté du fait du titulaire, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité de <b>10 %</b> du montant € HT des fournitures non livrées, par jour ouvré de retard.
<b>Pénalité pour absence de réponse à une consultation de marché subséquent</b>	Dans le cas où le titulaire ne répond pas à une consultation pour un marché subséquent, une pénalité de cent euros ( <b>100€</b> ) par jour calendaire à compter à la date limite de réponse sera appliquée.

## Article 13. FIN DE L'ACCORD-CADRE ET LITIGES

### 13.1 Résiliation pour motif d'intérêt général :

Le marché public peut être résilié par le pouvoir adjudicateur pour motif d'intérêt général, en l'absence de faute du titulaire, la décision étant signifiée par lettre recommandée avec avis de réception.

La date de résiliation est celle mentionnée à la décision.

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation, les accords-cadres ne prévoyant pas de minimum de commande.

### 13.2 Résiliation pour faute

L'acheteur peut résilier l'accord-cadre aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 41 du CCAG-FCS. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

### 13.3 Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

### 13.4 Résiliation pour absence de réponse à une consultation (marchés subséquents)

Le titulaire s'engage à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'il est sollicité pour les marchés subséquents.

Dans le cas où aucune offre n'est déposée par le titulaire, 3 fois au cours d'une période de 12 mois consécutifs, sans justification dûment acceptée par le représentant de l'acheteur, l'accord-cadre initial peut être résilié à l'égard du titulaire.

Dans tous les cas de résiliation, il ne sera payé aucune indemnité au titulaire fautif et le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours ainsi que tout marché subséquent conclu avant la résiliation.

### 13.5 Tribunal compétent

En cas de litige, le tribunal compétent est le suivant :

Tribunal Administratif de Versailles

Adresse : 56 avenue de Saint-Cloud - 78000 Versailles

Téléphone : 01 39 20 54 00 - Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

**Liste des dérogations au CCAG-FCS :**

L'article 2.5.3 du CCAP déroge à l'article 3.5.4 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

Les articles 5 et 9.1 du CCAP dérogent à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS)

L'article 12.1 du présent CCAP déroge à l'article 14.1 du CCAG-FCS

L'article 13.1 du présent CCAP déroge à l'article 42 du CCAG-FCS